

PREFET DE L'AVEYRON

PREFECTURE

Direction
de la Coordination
des Actions et des Moyens
de l'Etat

ARRÊTÉ N° 2015-22-03.

du 29 mai 2015.

portant mise en demeure de constituer des garanties financières

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

SAS COSTE Travaux Publics – carrière de calcaire - commune de Camarès

LE PRÉFET DE L'AVEYRON
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 514-5, L.516-1, L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, R.516-1 et R.516-2 ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

Vu l'arrêté ministériel du 24 décembre 2009 modifiant l'arrêté du 09 février 2004 et relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières ;

Vu la circulaire du 09 mai 2012 relative aux garanties financières de remise en état des carrières et aux stockages des déchets de l'industrie des carrières ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2004-096-3 du 05 avril 2004 autorisant, pour une durée de 15 ans, la SA COSTE Frères à exploiter une carrière à ciel ouvert de calcaire, sise au lieu-dit 'Le Maurel' et 'Les Faysses' sur les parcelles section E n°529, 530, 536 à 544, 546, 547, 549, 554 du plan cadastral de la commune de Camarès ;

Vu l'arrêté préfectoral de mise en place des garanties financières n° 99-1779 du 10 septembre 1999, relatif à la carrière exploitée par la SA COSTE Frères sur la commune de Camarès ;

Vu l'acte de cautionnement bancaire établi au bénéfice de la SAS COSTE TP par la Banque Populaire Occitane le 10 mars 2009 et à échéance du 9 mars 2014 ;

Vu la visite d'inspection réalisée le 9 avril 2015 et le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Considérant que la SAS COSTE TP domiciliée au Moulin Neuf – 12 400 Montlaur poursuit l'exploitation de la carrière de calcaire située aux lieux-dits 'Le Maurel' et 'Les Faysses', sur le territoire de la commune de Camarès ;

Considérant que les garanties financières ne sont pas constituées pour la phase quinquennale d'exploitation en cours ;

Considérant que les garanties financières auraient dû être renouvelées au moins trois mois avant la date d'échéance ;

Considérant que le non renouvellement des garanties financières constitue un non respect de l'article 26 de l'arrêté préfectoral n°2004-096-3 du 5 avril 2004;

Considérant qu'en pareille situation, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement et de mettre en demeure la SAS COSTE TP de constituer les garanties financières correspondantes, conformément à l'arrêté du 31 juillet 2012 ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de l'Aveyron ;

ARRETE

Article 1 – La SAS COSTE TP est mise en demeure, à compter de la notification du présent arrêté :

- de fournir au Préfet, avant le 31 juillet 2015 l'acte de cautionnement solidaire prévu par l'arrêté préfectoral n°2004-096-3 du 5 avril 2004. Cet acte sera établi conformément à l'annexe I de l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012.

Article 2 - Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 - Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de TOULOUSE, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Article 4 - Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Aveyron et le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié dans le recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une copie sera transmise au Maire de la commune de CAMARES et notifiée à la SAS COSTE TP.

Le préfet,
Pour le préfet
le secrétaire général



Sébastien CAUWEL

